

Un tribunal français condamne cinq hommes à plusieurs millions d'euros de dommages-intérêts pour retransmission illégale de contenus sportifs en streaming, alors que beIN alerte sur "l'aggravation de la pandémie du piratage" en France et dans le monde

PARIS, FRANCE - 11 mars 2021 - Dans une affaire très médiatisée, un tribunal français a condamné hier 5 prévenus à verser 7 millions d'euros de dommages et intérêts aux principaux diffuseurs français beIN SPORTS, Canal+ et RMC Sport pour avoir exploité des sites de streaming sportifs illégaux.

La condamnation prononcée est l'une des plus importantes en matière de piratage audiovisuel et est un signal fort prouvant que le piratage sera poursuivi et lourdement sanctionné par les tribunaux. Les condamnations ont été obtenues grâce à des années de travail d'investigation de la police et d'un tribunal spécialisé de Rennes, appuyés par les équipes juridiques et anti-piratage de beIN et des autres diffuseurs.

Les cinq hommes qui ont exploité les sites de streaming sportifs illégaux de 2014 à 2018 étaient âgés de 43 à 57 ans et ciblaient beIN SPORTS, Canal+ et RMC Sport pour l'ampleur de leurs contenus premium comprenant la Ligue des champions de l'UEFA, la Ligue 1, la Ligue 2, la Premier League anglaise et d'autres championnats européens. Les diffuseurs versent chaque année des millions d'euros aux ligues et aux fédérations pour les droits de diffusion de ces matchs, ce qui finance et soutient l'ensemble de l'écosystème sportif en France - des ligues professionnelles au sport amateur. Cet investissement dans le sport est de plus en plus menacé en France en raison de l'inflation du phénomène de piratage - en particulier pendant la pandémie.

Le tribunal correctionnel de Rennes a alloué à beIN SPORTS France 3,8 millions d'euros de dommages et intérêts pour pertes économiques et 200 000 euros pour préjudice moral.

Yousef Al-Obaidly, CEO de beIN MEDIA GROUP et Président de beIN SPORTS FRANCE, a déclaré : *"Ce jugement envoie un message fondamental à travers la France : les tribunaux n'auront aucune tolérance pour le piratage ou ses auteurs. beIN mène le combat de l'industrie contre le piratage des contenus sportifs en France et dans le monde, nous avons mis en garde contre l'aggravation de la pandémie du piratage depuis des années. La raison en est simple : la valeur des droits TV et, par conséquent, les investissements dans le sport en France, continueront de chuter si l'industrie ne se réveille pas et ne prend pas de mesures pour protéger la propriété intellectuelle."*

Dans le cadre de l'affaire portée devant le tribunal correctionnel de Rennes, la "galaxie de sites" exploitée par les condamnés a attiré plus de 7,5 millions de visiteurs uniques à elle seule de 2014 à 2017.

La décision exceptionnelle rendue hier ne doit pas occulter le fait qu'il est encore très difficile d'engager des poursuites judiciaires contre les pirates, qui grâce aux services offerts sur Internet peuvent exploiter de manière anonyme des sites de streaming illégaux et des applications IPTV en France et dans le monde.



Parallèlement aux poursuites judiciaires contre les pirates, beIN SPORTS appelle au développement de mesures rapides et efficaces, mises en œuvre par les intermédiaires techniques sur Internet, tant au niveau national qu'au niveau européen, pour lutter contre le piratage en ligne de contenus sportifs en direct. Ces mesures pourraient être utilement complétées par un renforcement des diligences effectuées par les intermédiaires techniques pour vérifier la vraisemblance des données d'identification fournies par leurs clients

Des études récentes montrent que le problème du piratage est répandu dans la société française, et pas seulement chez les jeunes, puisque près d'un internaute sur cinq de plus de 15 ans accède à des flux illégaux de sport¹.

En France spécifiquement, pour protéger l'industrie et l'investissement dans le sport, beIN SPORTS a créé l'APPS en 2018, association visant à lutter contre toutes les formes de piratage de contenus sportifs. L'association, qui compte parmi ses membres des diffuseurs, des ayants droits et des fédérations sportives, a également demandé des contre-mesures législatives urgentes en France pour mettre fin à cette pandémie du piratage.

FIN

A propos de beIN MEDIA GROUP et beIN SPORTS

beIN MEDIA GROUP est un groupe médiatique mondial majeur et indépendant ainsi que l'un des principaux acteurs du sport et du divertissement. Le groupe distribue et produit une gamme inégalée de divertissements, de sports en direct et d'événements internationaux majeurs sur 5 continents, dans 43 pays et dans 9 langues différentes, en Europe, en Amérique du Nord, en Asie, en Océanie et au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MENA).

Le réseau sportif phare de beIN MEDIA GROUP, **beIN SPORTS**, détient le plus grand portefeuille de droits sportifs de tous les diffuseurs mondiaux. Grâce à son studio de cinéma emblématique **MIRAMAX**, beIN possède une vaste bibliothèque de superproductions hollywoodiennes tout en étant de plus en plus présent dans la production et la distribution de séries et de films, ainsi que dans l'espace numérique. beIN MEDIA GROUP a acquis Digiturk, le premier opérateur de télévision payante en Turquie, en août 2016 ; il compte aujourd'hui plus de 55 millions d'abonnés dans le monde.

Pour plus d'informations sur beIN MEDIA GROUP, veuillez contacter : mediaoffice@bein.com.

beIN SPORTS France, présidée par Yousef AL-OBAYDLY, est une entreprise française, installée à Boulogne-Billancourt, représentant pour la France le réseau international beIN SPORTS. Lancée en juin 2012, beIN SPORTS France est une offre de sport premium qui retransmet de nombreuses disciplines (football, tennis, basketball, handball, rugby, boxe, e-sports, natation...). beIN SPORTS continue chaque saison d'enrichir son offre pour proposer aux abonnés le plus grand des spectacles. L'offre beIN SPORTS France est composée de 3 chaînes, beIN SPORTS 1, beIN SPORTS 2 et beIN SPORTS 3, ainsi que de 7 canaux additionnels beIN SPORTS MAX, de beIN SPORTS MAX 4 à beIN SPORTS MAX 10.

¹ <https://www.sportbusiness.com/news/study-highlights-slow-uptake-in-french-ott-sports-sector/>